



CHRONIQUES

DES NOUVELLES CONFLICTUALITÉS

```
.parentNode;  
context, xml ) {  
outerCache, node, diff, nodeIndex, start,  
simple !== forward ? "nextSibling" : "  
previousSibling",  
t = elem.parentNode,  
= ofType && elem.nodeName.toLowerCase(),  
ache = !xml && !ofType;  
) {
```

L'élection canadienne de 2019 et les manipulations de l'information : un premier bilan

Par Danny Gagné

Controverse du *blackface*, déclaration d'Andrew Scheer contre le mariage gai datant de 2005, prise de position contre l'avortement de Justin Trudeau en 2011 : la campagne électorale canadienne de l'automne 2019 fût le théâtre d'un impressionnant travail de sape. L'objectif était de débusquer toute information pouvant mettre à mal les chefs des différentes formations politiques. Et bien que les élections fédérales canadiennes du 21 octobre soient derrière

nous, la question de savoir s'il y a eu ingérence électorale durant ce scrutin reste entière. En apparence, aucun événement de l'ampleur de ce qui s'est passé aux États-Unis en 2016 n'a été détecté. Or, le premier ministre sortant a été durement touché par une série de scandales, et il a été particulièrement difficile de départager le vrai du faux ainsi que la provenance des sources. Dès lors, quelles leçons peut-on tirer de cette dernière campagne électorale ?

La réponse officielle

Le bilan d'Ottawa est quelque peu ambigu. Le 23 octobre, le gouvernement déclarait que le groupe d'intervention formé pour assurer l'intégrité du processus électoral et composé de membres du Service canadien de renseignement de sécurité, de la GRC et du Centre de la sécurité des télécommunications du Canada, n'avait détecté aucune forme d'ingérence dans les élections canadiennes. Quelques jours plus tard, le gouvernement canadien revenait sur ses dires et admettait finalement qu'il y avait bel et bien eu des tentatives de manipulation du processus électoral. Sans donner de détails sur les événements, les autorités responsables affirmèrent cependant qu'il n'était pas nécessaire de tirer la sonnette d'alarme.

Si nous n'avons pour l'instant aucune preuve d'ingérence dans le processus électoral lui-même, les tentatives de manipulation de l'information utilisant de « fausses nouvelles » ont retenu l'attention. Les électeurs, qui sont les cibles de ces campagnes, sont le maillon faible de la chaîne, ceux-ci pouvant être visés par des *fake news* de manière opportune et à un coût minime. De plus, le rythme parfois effréné d'une campagne électorale à l'ère du web 2.0 complique grandement la vérification des faits.

L'affaire du *Buffalo Chronicle*

Le 7 octobre 2019, le *Buffalo Chronicle*, quotidien en ligne basé dans l'État de New York, publiait par l'entremise de sa page Facebook une nouvelle sur un prétendu scandale sexuel impliquant le premier ministre sortant Justin Trudeau. La rumeur voulait que ce dernier eût versé une somme de plus de 2 millions de dollars pour faire taire une victime. L'Agence France-Presse (AFP), mandatée par Facebook pour vérifier les faits sur de potentiels canulars, démentit rapidement l'article en question. Or, entre le moment de sa publication par le *Buffalo Chronicle* et l'intervention de l'AFP, cette fausse nouvelle avait déjà été partagée plus de 40 000 fois et avait fait l'objet de plus de 100 000 commentaires.

Le « journal indépendant » récidivait quelques jours plus tard, le 15 octobre, en publiant un article, non signé, sur le rassemblement partisan de Mississauga en Ontario où Justin Trudeau s'était présenté escorté par la GRC et vêtu d'une veste pare-balles. Selon le site du *Buffalo Chronicle*, un agent à la retraite de la GRC aurait confié au quotidien que l'évènement était une mise en scène pour attirer la sympathie du public envers le chef du Parti libéral. Finalement, le 19 octobre, l'affaire du scandale sexuel faisait à nouveau la une du site, qui affirmait que le père de la victime avait fourni au journal une copie cryptée de l'entente à l'amiable servant à taire les rumeurs d'inconduites sexuelles. La victime était maintenant identifiée comme une mineure, aggravant ainsi les accusations contre le premier ministre sortant. En pleine année électorale, et malgré ses allures de feuille de chou, le quotidien a ainsi obtenu une exposition journalistique démesurée en publiant de prétendus scandales. Pour l'année 2019, 8 des 10 chroniques les plus populaires du *Buffalo Chronicle* traitaient de politique canadienne et avaient été partagées 200 000 fois par les utilisateurs abonnés à cette page, soit quelque 4.4 millions de membres Facebook.

Quelle crédibilité?

La crédibilité du *Buffalo Chronicle* a pourtant été remise en question. Bien que Matthew Ricchiazzi, son éditeur, ait affirmé tenir ses informations de sources anonymes fiables, *BuzzFeed News* et le *Toronto Star* ont révélé que Ricchiazzi vantait un service de publication commanditée offerte par son journal. Des politiciens pouvaient mousser leurs parcours politiques ou salir la réputation d'opposants, moyennant une contribution pécuniaire : 200\$ pour un article positif, 400\$ pour un article négatif sur un adversaire et 300\$ pour une prise de position officielle du quotidien en faveur d'une candidature. De plus, plusieurs journalistes de la région de Buffalo se sont plaints de chroniques signées en leur nom dans les pages du *Buffalo Chronicle*, alors qu'ils n'avaient jamais travaillé pour celui-ci. En 2018 et 2019, Ricchiazzi aurait été rétribué financièrement pour publier des articles favorables à des

politiciens qui convoitaient des postes dans différentes instances de l'appareil politique de l'État de New York. Par exemple, les rapports de divulgation des dépenses de campagne électorale de Joel Gambria, candidat républicain au poste de gouverneur de l'État, font état de 2000\$ versés directement à Ricchiazzi.

La récente campagne électorale a braqué les projecteurs sur le *Buffalo Chronicle*. Dans une lutte qui a été particulièrement serrée entre le Parti libéral et le Parti conservateur, la recherche du scoop pouvant envoyer l'adversaire au tapis a fait partie intégrante de la stratégie des partis. Or, on ne peut non plus écarter la thèse d'une intervention externe. Bien que l'identité derrière la publication des articles du *Buffalo Chronicle* n'ait jamais été divulguée, l'élection d'un gouvernement conservateur aurait probablement fait l'affaire de certains pays ayant eu maille à partir avec le gouvernement de Justin Trudeau depuis 2015, la Russie et la Chine notamment. Le Parti libéral étant maintenant à la tête d'un gouvernement minoritaire, il sera intéressant d'observer si d'autres manipulations de l'information viseront à encore plus affaiblir Trudeau.

Comment se défendre?

Si la désinformation est une menace à combattre, il y a cependant un débat éthique au sujet du contrôle des médias sociaux. En effet, comment empêcher la propagation de fausses nouvelles sans porter atteinte à la liberté d'expression? L'affaire du mot-clic #TrudeauMustGo sur Twitter démontre la complexité du débat. Stuart Shulman, créateur de la plateforme d'analyse du contenu de Twitter *Discover Text*, affirmait fin septembre avoir des preuves que des *bots*, des programmes informatiques effectuant des tâches automatisées, étaient utilisés pour partager des nouvelles négatives au sujet du Parti libéral. Marc Owen Jones, chercheur spécialisé en désinformation sur les médias sociaux, rapportait qu'entre le 3 et le 5 septembre, sur 34 000 *tweets* utilisant le mot-clic #TrudeauMustGo, un peu plus de 4800 provenaient de comptes idéologiquement proches de la droite politique américaine. De plus, ceux-ci montraient des signes d'activités utilisant des bots et l'envoi de pourriels.

Malgré ces chiffres révélateurs, il est difficile pour un gouvernement de s'attaquer à ces mécanismes, sans se faire accuser de porter atteinte à la liberté d'expression. En effet, alors que les médias jetèrent de plus en plus de discrédit sur le mot-clic #TrudeauMustGo, la réplique des utilisateurs frustrés d'être amalgamés à une supposée supercherie se fit rapidement sentir. Un nouveau mot-clic, #NotABot, fit alors son apparition pour relancer les attaques envers Justin Trudeau.

Il n'est pas plus simple de savoir où tracer la ligne lorsque vient le temps de cibler les médias sociaux plus à risque de faire l'objet de campagnes de désinformation. En avril, le gouvernement fédéral s'était déjà entendu avec Facebook, Twitter et Google pour renforcer les mesures de surveillance au sujet de l'information partagée sur leurs plateformes. Or, le 21 octobre, on apprenait qu'un joueur majeur, Reddit, avait été ignoré par Ottawa. Selon le gouvernement, cette plateforme n'utilisait pas le même algorithme que Twitter et Facebook et n'était donc pas à risque¹. Or, c'est sur Reddit que le supposé scandale sexuel impliquant Justin Trudeau a pris une ampleur considérable avant d'être colporté sur Twitter et Facebook où il a fait boule de neige. La discussion à ce sujet a d'ailleurs été consultée par plus de 24 millions d'utilisateurs selon Evan Balford, directeur exécutif du *Canadian Anti-Hate Network*.

Un regard vers l'avenir

Quelles conclusions peut-on tirer de cette dernière campagne électorale? Même si les autorités responsables n'ont pas divulgué d'informations sur les tentatives d'ingérence, il ne fait cependant aucun doute que le public en général doit être davantage sensibilisé au sujet des manipulations de l'information.

Ces manipulations ne sont pas seulement un enjeu de politique intérieure. En 2018, le contingent des Forces armées canadiennes stationné en Lettonie avait été visé par une campagne de

¹ Les utilisateurs de Reddit ne sont pas automatiquement alimentés en fonction de leurs abonnements et intérêts, comme sur les autres médias sociaux. La plateforme fonctionne en vase clos et les conversations sont affichées par ordre d'importance selon un système de pointage. Les discussions qui reçoivent le plus d'approbation, ou upvote, vont se retrouver à la une de la plateforme en ligne.

cyberattaque intensive, affirmant notamment que les soldats canadiens étaient hébergés dans des appartements de luxe et que l'ancien colonel Russel Williams, reconnu coupable de meurtre en 2010, était toujours aux commandes d'une base aérienne. Ces fausses nouvelles, publiées sur des sites hébergés en Russie, firent leur apparition à quelques mois des élections parlementaires lettonnes, un pays inquiet de la menace russe et dans lequel la cohésion des troupes de l'OTAN était un enjeu particulièrement sensible. Sur un autre front, Moscou teste actuellement la solidité de cette alliance alors qu'il semble qu'un accord sur l'achat par la Turquie du système de défense aérienne S-400 russe semble sur le point de se concrétiser. Sans affirmer que ces événements sont directement reliés, il ne fait nul doute qu'une campagne intégrée combinant des attaques cybernétiques et l'utilisation de moyens militaires conventionnels se dessine comme la principale menace à laquelle le Canada devra répondre sur la scène internationale. Reste à savoir comment nos élus relèveront ce défi.

Danny Gagné est chercheur à l'Observatoire des conflits multidimensionnels de la Chaire Raoul-Dandurand et candidat au doctorat en science politique à l'UQAM.

Pour en savoir plus sur la Chaire Raoul-Dandurand et ses travaux: <https://dandurand.uqam.ca/>

UQAM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

